

# Changeons le système! Pas le climat!

## Déclaration des peuples au *Klimaforum09*

Décembre 2009

### Préambule

Il existe des solutions à la crise climatique. Ce dont les peuples et la planète ont besoin, c'est d'une transition juste et durable de nos sociétés vers un modèle qui assurera les droits à la vie et à la dignité de tous et transmettra une planète plus fertile et des vies plus épanouissantes aux générations actuelles et futures. Cette transition doit être basée sur des principes démocratiques et solidaires, notamment pour les plus vulnérables, sur la non-discrimination, l'égalité des sexes, l'équité, la durabilité, en prenant en compte le fait que nous sommes une part de la nature que nous aimons et respectons.

Cependant, pour faire face à la crise climatique, la prise de conscience et le passage à l'action, dans un cadre basé sur les droits, sont nécessaires. Les nations doivent coopérer sur le plan international pour assurer le respect des droits humains partout dans le monde, conformément à la Charte des Nations unies.

Nous, les peuples participants, les communautés et toutes les organisations du *Klimaforum09* à Copenhague, appelons chaque personne, organisation, gouvernement et institution, y compris les Nations unies (ONU), à contribuer à cette transition nécessaire. C'est une tâche difficile. La crise actuelle comporte des aspects économiques, sociaux, environnementaux, géopolitiques et idéologiques qui interagissent et se renforcent entre eux, renforçant

également la crise climatique. Ce moment précis de conjonction des crises climatique, énergétique, financière, alimentaire et de l'eau, entre autres, nous exhorte à nous unir et à transformer le système social et économique dominant ainsi que la gouvernance mondiale, qui font barrage aux solutions nécessaires pour faire face à la crise climatique. Pour cette raison, nous appelons à l'action un mouvement partant de la base. Les dettes environnementales et climatiques doivent être payées. Aucune solution fallacieuse, dangereuse ou court-termiste ne doit être promue ou adoptée, telle que l'énergie nucléaire, les agrocarburants, les compensations, la capture et le stockage de carbone (CSC), le charbon vert, la géo-ingénierie, le commerce du carbone. À la place, nous devons mettre en œuvre une transition réellement durable, basée sur des ressources propres, sûres et renouvelables et sur la sobriété énergétique. Nous sommes favorables aux alliances entre les mouvements et secteurs sociaux, représentant toutes les générations, les sexes, les origines, les croyances, les communautés et les nationalités. Nous voulons prendre en main le futur en construisant un mouvement populaire fort, rassemblant les jeunes, les femmes, les travailleurs, les paysans, les pêcheurs, les indigènes, les personnes de couleur, les groupes sociaux urbains et ruraux. Ce mouvement doit agir à tous les niveaux de la société, lutter contre les dégradations et le changement climatiques. Nous appelons à un nouvel ordre économique et soutenons une ONU forte et démocratique, en opposition aux G8 ou G20 ou tout autre groupe fermé de pouvoir des pays les plus puissants.

### **Le défi, tel que nous le voyons**

La concentration de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère est d'ores et déjà si élevée que le système climatique n'est plus équilibré. La concentration en CO<sub>2</sub> et les températures globales ont augmenté plus rapidement que jamais durant les 50 dernières années et cette accélération va s'amplifier encore plus rapidement durant les prochaines décennies. À ceci s'ajoutent d'autres déséquilibres écologiques sérieux dont les impacts menacent les vies et les modes de vie des peuples du monde entier, en particulier les populations pauvres et les groupes les plus vulnérables.

Le déséquilibre du système climatique conduit à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des pics de chaleur et des régimes de précipitations, des cyclones tropicaux, des ouragans et des typhons, des raz de marée et des sécheresses, à la diminution de la biodiversité, à des glissements de terrain, à la hausse du niveau des mers, la pénurie d'eau potable, la diminution des périodes où la culture est possible, à la perte ou la détérioration des terres, la réduction de la production agricole, la perte de bétail, l'extinction d'écosystèmes, à la diminution des réserves piscicoles. Ces phénomènes débouchent sur des crises alimentaires, des famines, des maladies, des morts, des déplacements

de populations et sur l'extinction des modes de vie durables. L'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM), les exploitations de monocultures et l'industrialisation de l'agriculture fortement promue par les grandes entreprises menacent sérieusement la stabilité et la diversité des écosystèmes et interagissent avec ces phénomènes. Il en résulte une marginalisation et un appauvrissement de la petite paysannerie ainsi qu'un affaiblissement de la souveraineté alimentaire. L'agriculture contrôlée par les grandes entreprises est orientée pour satisfaire la demande mondiale de surconsommation, particulièrement au Nord, plutôt que pour répondre aux besoins fondamentaux. Le même constat peut être fait concernant la pêche industrielle moderne, l'exploitation forestière intensive et l'exploitation minière qui détruisent les écosystèmes, diminuent la biodiversité et détruisent la vie et les modes de vie des communautés locales.

Les effets du changement climatique, les inégalités sociales grandissantes et les effets néfastes sur notre environnement commun, dévastent déjà les vies de millions de personnes ainsi que leurs communautés locales. Néanmoins, nous—le peuple—ne sommes pas prêts à l'accepter. C'est la raison pour laquelle les mouvements populaires se renforcent rapidement, déterminés à défendre leurs moyens de subsistance, et à se dresser contre les forces et les causes qui nous ont menés sur cette route suicidaire de destruction de notre environnement.

En Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique du Sud, en Amérique Centrale ainsi qu'à la périphérie de l'Amérique du Nord et de l'Europe, des mouvements populaires se développent pour s'opposer à l'exploitation de leur terre par des intérêts étrangers et pour retrouver le contrôle de leurs propres ressources. Un nouveau type d'activisme a redonné un souffle aux mouvements environnementaux, amenant une grande variété de protestations et d'actions contre notamment l'exploitation minière, les grands barrages, la déforestation, les centrales à charbon, les voyages aériens et la construction de nouvelles routes. Il y a une prise de conscience grandissante du besoin de changer fondamentalement le paradigme économique actuel. Parmi ces divers mouvements, des modes de vie alternatifs se développent. Dans le même temps, il devient évident que les détenteurs actuels du pouvoir ne sont pas prêts à affronter ni à faire face aux menaces du changement climatique et à la dégradation de l'environnement. La soi-disant stratégie pour une «croissance verte» ou pour une «croissance durable» s'est avérée être une excuse pour poursuivre le même modèle de développement économique qui est l'une des causes profonde de la destruction environnementale et de la crise climatique.

### **Les causes, telles que nous les voyons**

La cause première et immédiate du changement climatique provoqué par l'activité humaine est l'émission sans précédent de gaz à effet de serre (GES)

dans l'atmosphère ayant pour origine l'accroissement de la combustion de carburants fossiles pour l'industrie, le commerce, le transport, ou à des fins militaires, pour ne nommer que quelques secteurs significatifs. Les autres éléments importants du changement climatique sont la déforestation, les industries extractives, la dégradation forestière—interdisant les pratiques durables des peuples indigènes—, la perturbation du cycle de l'eau, l'accaparement croissant des terres pour l'agriculture industrielle, l'augmentation de la production industrielle de viande et les autres types d'utilisation non durable des ressources naturelles.

### ***Inégalités de contrôle et de propriété sur les ressources***

Ces causes immédiates sont le résultat d'un système économique non durable construit sur un accès et un contrôle inégalitaires des ressources limitées de la planète et sur les avantages qui découlent de leur utilisation. Ce système est fondé sur l'appropriation des biens communs locaux, nationaux et planétaires par les élites locales et mondiales. Ce qui a été annoncé comme de grandes avancées dans la technologie, la production et le progrès humain a en fait précipité des désastres mondiaux pour l'écologie et le développement. Pourtant, une élite mondiale privilégiée se livre à une production irresponsable guidée par le profit et une consommation goulue et excessive pendant qu'une très grande partie de l'humanité est enlisée dans la pauvreté, consommant à peine assez pour sa survie et sa subsistance, et parfois moins encore. C'est le cas dans les pays du Sud mais également dans les pays du Nord. Les plus grandes sociétés transnationales (STN) mondiales installées principalement dans les pays du Nord et dans les paradis fiscaux, avec des extensions au Sud, ont longtemps été à l'avant-garde de ces excès.

La compétition entre les entreprises mondiales et les nations riches pour les ressources et de plus grandes parts de marché, autant que les traités et des accords de libre-échange, ont abouti à une élimination néocoloniale des peuples du Sud, leur refusant le contrôle et la propriété de leurs ressources.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les institutions financières internationales, ainsi que l'Union européenne (UE) et les États-Unis (USA), en utilisant des accords commerciaux bilatéraux, développent la privatisation et la marchandisation des ressources publiques, intensifiant le pillage des ressources naturelles des pays sous-développés et imposant les conditions de leur dépendance.

### ***Les modes de pensée dominants et les alternatives***

Le modèle de développement promu par ces institutions n'est pas seulement une question «d'économie». Le paradigme économique prévalant est fortement lié à un système de pensée, lui-même basé sur une l'idée que l'être humain est un «homme économique» (*homo economicus*). Cette idéologie est

renforcée par les médias de masse et les entreprises de *marketing* qui favorisent l'égoïsme, la concurrence, la consommation matérielle et l'accumulation infinie de richesses privées, au mépris des conséquences sociales et écologiques de tels comportements. Ce système de pensée est intimement entrelacé avec les schémas patriarcaux et paternalistes.

Si nous voulons vraiment faire face à cette crise, nous devons reconnaître que l'espèce humaine fait partie de la nature et de la société et qu'elle ne peut pas exister sans elles. Par conséquent, si l'humanité veut survivre, nous devons respecter l'intégrité de la Terre-Mère, nous efforcer d'être en harmonie avec la nature et promouvoir la paix entre les cultures et en leur sein. Nous sommes à la fois citoyens de différentes nations et d'un seul monde. Tout le monde partage la responsabilité du présent, du bien-être futur de l'humanité et, plus largement, du monde du vivant. L'esprit de solidarité et de fraternité avec toute forme de vie est renforcé lorsque nous vivons selon le principe «d'un parmi les autres».

## Une transition juste et durable

Il est clair que pour résoudre la crise climatique nous avons besoin de transformations profondes, qui sont actuellement écartées de l'agenda des décideurs politiques au sein des gouvernements et des institutions multilatérales. Nous demandons un changement de système et non pas le «business-as-usual» ni l'utilisation aveugle de «solutions» technologiques ou basées sur le marché auxquelles de puissants *lobbies* ont cantonné l'agenda climatique.

Les mouvements populaires ne manquent pas de visions alternatives pour la société ni d'étapes concrètes à franchir pour aller vers un avenir durable tout en répondant aux crises climatique, alimentaire, de l'eau, et aux crises économiques. Une telle transition durable commence par de nombreuses initiatives. Certaines de ces étapes vers une transition durable sont :

- La souveraineté alimentaire et l'agriculture écologique. Défendre les droits des peuples, des communautés et des pays à choisir leurs propres politiques foncières et systèmes de production dans les domaines de l'agriculture, la pêche, l'alimentation, la sylviculture qui sont écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptés aux contextes. L'accès et le contrôle des ressources productives comme la terre, les semences et l'eau doivent être respectés et garantis, notamment pour les femmes. La production agricole doit s'appuyer principalement sur les connaissances locales, sur une technologie appropriée et des techniques écologiquement durables qui permettent l'absorption du CO<sub>2</sub> au moyen des diverses plantes locales, retenant l'eau et retournant plus d'éléments nutritifs dans le sol que ce qui en est pris. La production alimentaire et agricole doit être principalement axée sur la satisfaction des besoins locaux, encourager l'autosuffisance, promou-

voir l'emploi local, et minimiser l'utilisation des ressources, la production de déchets et les émissions de GES dans le processus productif.

- La propriété et le contrôle démocratiques de l'économie. Réorganiser les unités productives autour de formes plus démocratiques de propriété et de gestion, afin de répondre aux besoins fondamentaux des populations comme la création d'emploi, l'accès à l'eau, le logement, la terre, le système de santé et l'éducation, la souveraineté alimentaire et la durabilité écologique. Les politiques publiques doivent s'assurer que le système financier serve les intérêts publics et canalise les ressources pour la transformation durable de l'industrie, de l'agriculture et des services.
- La souveraineté énergétique. Réduire substantiellement la consommation énergétique, en particulier dans les pays injustement enrichis, et utiliser une palette variée de sources d'énergies publiques et renouvelables telles que le solaire, l'éolien, la géothermie, l'hydroélectricité à petite échelle, l'énergie produite par les vagues et l'énergie marémotrice. Développer la distribution d'électricité hors réseau pour sécuriser l'approvisionnement énergétique et la propriété publique du réseau.
- Planification écologique des zones urbaines et rurales. L'objectif est une réduction radicale de la consommation d'énergie, de la production de déchets et de la pollution tout en favorisant l'approvisionnement local en fonction des besoins des citoyens. Une planification urbaine et rurale construite sur la justice sociale et un service égal pour tous en réduisant les besoins de transport. Promouvoir des systèmes de transport public comme les trains légers et rapides ou les vélos, réduisant ainsi le besoin de véhicules motorisés, désengorgeant ainsi les routes, améliorant la santé et réduisant la consommation d'énergie.
- Éducation, science et institutions culturelles. Réorienter la recherche publique et l'éducation pour répondre aux besoins des personnes et de l'environnement, plutôt que poursuivre la tendance actuelle au développement de technologies privées et commercialement rentables. Le domaine de la recherche et du développement devrait être avant tout une entreprise ouverte et collaborative pour l'intérêt commun de l'humanité, ce qui implique la suppression des brevets sur les technologies et les idées. Il faut encourager un échange juste et équitable des technologies, des savoirs traditionnels, des pratiques autochtones innovantes et des idées.
- Mettre fin au militarisme et aux guerres. Notre modèle de développement actuel basé sur les combustibles fossiles conduit à la violence et aux guerres pour le contrôle de l'énergie, des terres, de l'eau et des autres ressources naturelles. Les invasions de l'Irak et de l'Afghanistan—sous la houlette des États-Unis—mais aussi à travers le monde la militarisation croissante de régions riches en combustibles fossiles et en ressources naturelles en sont la démonstration flagrante. Les paysans et les communautés indigènes sont

chassés de leurs terres pour faire place aux plantations d'agrocarburants. Des milliards sont consacrés aux complexes militaro-industriels, engendrant ainsi un gaspillage considérable de ressources matérielles et humaines qui devraient être plutôt consacrées à la mise en œuvre d'une transition durable.

Nous apprendrons en agissant. Les mesures que nous prendrons nous aideront à convaincre une large majorité qu'une transition soutenable est garantie d'une vie meilleure et plus épanouissante. Les questions sociales, politiques, économiques et environnementales sont étroitement liées. L'idée de transition durable implique d'aborder chacune d'entre elles.

L'un des aspects de ce concept est la nécessité d'en revenir aux communautés locales à la place du marché mondial comme base sociale, politique et économique fondamentale. La cohésion sociale, la participation démocratique, la responsabilité économique et environnementale ne peuvent être atteintes que par le rétablissement des prises de décision au niveau le plus bas. C'est une des leçons fondamentales que nous avons apprises des cultures et communautés locales à travers le monde.

Une approche locale n'est pas contradictoire avec la nécessité d'une vaste coopération internationale. Au contraire, cela nécessitera des alliances renforcées à l'intérieur des frontières et au-delà entre les producteurs directs dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'industrie. Ces alliances doivent également être construites sur le respect de l'égalité des sexes et sur la reconnaissance et le dépassement des relations inégales de pouvoir à tous les niveaux. Cela inclut également le besoin d'une coopération régionale et internationale renforcée afin d'assurer la gestion des ressources communes et partagées telles que les réserves d'eau interfrontalières. De plus, la coopération internationale favorisera les échanges d'idées, de technologies et d'expertise à travers les frontières et permettra également un dialogue ouvert et respectueux entre les cultures.

## **Les chemins vers la transition**

De nombreuses personnes sont impliquées dans la création concrète d'alternatives durables dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture ainsi que dans le secteur des énergies renouvelables. Ces initiatives au sein du système ont déjà permis la création d'alliances avec d'autres secteurs de la société, les syndicats, les consommateurs, les habitants, les enseignants-chercheurs qui luttent tous pour des moyens d'existence durable.

### ***Les Nations unies et la conférence des parties (COP)***

Nous avons notre mot à dire dans les négociations des Nations unies sur le changement climatique et la 15<sup>e</sup> conférence des parties (COP15) concernant la

Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CNUCC). Les leçons des précédentes négociations ne sont pas très prometteuses. En dépit des grands projets d'actions concertés démarrés lors de la Convention cadre sur le changement climatique à Rio de Janeiro en 1992 et, plus tard, avec la création du protocole de Kyoto, les résultats sont minces et les problèmes n'ont toujours pas été résolus. En effet, la situation a empiré étant donné que les principes, les objectifs et les échéances de la convention et du protocole n'ont que peu progressé.

Les intérêts des grandes entreprises qui sont largement responsables de la crise climatique semblent avoir une immense influence sur les politiques climatiques—et ce au niveau national comme international. Nous nous opposons fermement à l'influence antidémocratique du *lobby* des entreprises dans les négociations actuelles. Nous appelons, au contraire, les États à mettre en place un système d'évaluation pour toutes les politiques et instruments définis par la CNUCC afin d'assurer un processus inclusif et délibératif entre toutes les parties prenantes dans les négociations de la COP qui soit en mesure de réduire les inégalités existantes—qu'elles soient basées sur le genre, la couleur, l'âge, le handicap ou sur d'autres formes de discrimination. Nous exigeons que la COP15 aboutisse à un accord qui mette en œuvre un équilibre environnemental, social et économique de la Terre avec des moyens qui soient environnementalement, socialement et économiquement durables et équitables pour obtenir un accord légalement contraignant.

### ***Nos revendications***

Nous élevons nos voix pour que les dirigeants de la CNUCC fassent prévaloir les revendications et les propositions alternatives des peuples.

1. Suppression progressive des combustibles fossiles. Nous appelons à une stratégie claire visant la disparition des énergies fossiles dans les 30 prochaines années. Celle-ci doit préciser des objectifs précis pour les 5 années à venir. Nous demandons une réduction immédiate des gaz à effet de serre (GES) des pays industrialisés d'au moins 40% d'ici 2020 par rapport au niveau d'émission de 1990.
2. Réparations et compensations de la dette et des crimes climatiques. Nous demandons une réparation financière pour les pays du Sud appauvris par les États du Nord, les transnationales, et les paradis fiscaux. Ainsi nous répondons partiellement aux injustices historiques provenant de l'inégale industrialisation et du changement climatique, qui trouvent leurs origines dans le génocide des nations indigènes, la traite esclavagiste transatlantique, l'ère coloniale et les invasions. Cela doit s'accompagner d'une stratégie claire pour indemniser les populations appauvries en raison de la dette climatique et écologique des pays riches. Un fonds mondial et démocratique doit être mis en place afin d'apporter un soutien direct aux victimes du changement



climatique. Les pays développés doivent fournir obligatoirement de nouvelles sources de financement suffisantes et fiables ainsi que des technologies libres de droits afin d'assurer une meilleure adaptation face aux effets négatifs du changement climatique et de réduire les émissions de gaz à effets de serre. Cela permettrait aux pays en développement de jouer un rôle dans le processus d'atténuation du changement climatique tout en respectant les besoins et les aspirations de leurs peuples. Les institutions financières internationales, les agences d'aide et les mécanismes commerciaux doivent être parties prenantes de ces réparations.

3. L'interdiction immédiate de la déforestation des forêts primaires et la création parallèle d'un programme ambitieux de plantation d'arbres à partir d'espèces locales et diversifiées en partenariat avec les peuples indigènes et les communautés dépendantes des forêts. De même nous demandons l'interdiction de la pêche industrielle à grande échelle et un retour essentiellement aux pratiques de pêche locale et durable. Enfin, nous demandons l'interdiction de l'accaparement des terres par des intérêts étrangers et la reconnaissance pleine et entière de la souveraineté des peuples sur les ressources naturelles.
4. Nous nous opposons radicalement aux fausses et dangereuses solutions basées sur l'économie de marché et technocentrées mises en avant par de nombreuses entreprises, les gouvernements et les institutions financières internationales. Celles-ci comprennent l'énergie nucléaire, les agrocarburants, la capture et le stockage du carbone, les Mécanismes de développement propres, le biochar, les cultures OGM, la géo-ingénierie et la réduction des émissions par la déforestation et la dégradation des forêts tels qu'ils sont définis par la CNUCC. Ceux-ci ne font que produire de nouvelles menaces sans résoudre la crise climatique. Le commerce du carbone et les mécanismes de compensations sont également des instruments faux et injustes puisqu'ils traitent le bien commun planétaire—l'atmosphère—comme un produit qu'on peut posséder et échanger. Jusqu'à présent, le système n'a pas fait les preuves de ses mérites en autorisant les pays riches à compenser leurs obligations de réduction de gaz à effets de serre; il a maintenu ce système injuste et non durable.
5. Une taxe équitable sur les émissions de carbone. À la place d'un système de quotas d'émissions échangeables, nous demandons une taxe équitable sur les émissions de carbone. Les recettes de cette taxe doivent être redistribuées équitablement. Une partie de cette taxe doit servir à dédommager et à contribuer au financement de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique. Cependant, ce n'est pas un substitut au remboursement de la dette climatique déjà accumulée. La compensation et le financement doivent être non conditionnels et dégagés des mécanismes de marché et des institutions financières. La réduction des émissions doit être fortement en-

couragée par une taxe carbone transparente, progressive, en complément de mesures directes visant l'élimination des combustibles fossiles tout en permettant l'émergence de sources d'énergies sûres, propres et renouvelables.

6. Les institutions multilatérales et les sociétés transnationales. Les institutions financières injustes, non durables et irresponsables telles que l'OMC, la Banque mondiale et le FMI, les banques régionales de développement, les agences d'aide, et les accords commerciaux doivent être remplacés par des institutions démocratiques et équitables conformément à la charte des Nations unies, respectant la souveraineté des populations sur les ressources, et promouvant la solidarité entre les peuples et les nations. Il faut également établir un mécanisme de surveillance stricte et de contrôle des actions des transnationales.

Enfin, nous nous engageons à participer pleinement à la réalisation des transitions durables de nos sociétés selon le modèle mis en avant dans cette déclaration.

### **Un mouvement mondial pour une transition durable**

Indépendamment de l'issue du Sommet de Copenhague, il est urgent de construire un mouvement mondial des mouvements consacré à la promotion d'une transition durable dans nos sociétés. Contrairement aux structures actuelles du pouvoir, ce mouvement doit être construit de la base vers le sommet. Nous avons besoin d'une alliance large de mouvements environnementaux et sociaux, de syndicats, de paysans et de toutes les autres personnes partageant nos convictions, afin de travailler ensemble dans notre lutte quotidienne aussi bien au niveau national qu'international. Une telle alliance implique, dans le même temps, un nouvel état d'esprit et de nouvelles stratégies. Ce mouvement mondial doit être capable non seulement de réagir aux pratiques non durables mais également de montrer par l'exemple comment une nouvelle économie durable peut fonctionner.

Nous, participant-e-s, communautés et organisations sociales présents au *Klimaforum09*, nous engageons tous à nous appuyer sur les résultats obtenus par cet événement pour poursuivre la construction d'un mouvement mondial des mouvements.

Cette déclaration vise à être une source d'inspiration pour les développements ultérieurs d'un tel mouvement en indiquant la direction générale dans laquelle nous nous inscrivons. Nous pouvons, ensemble, réaliser des transitions durables pour un futur durable.

Rejoignez-nous !